



Mission régionale d'autorité environnementale

**Auvergne-Rhône-Alpes**

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas relative à la modification n°5  
du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de  
communes d'Oyonnax, concernant la commune  
de Bellignat (Ain)**

Décision n°2018-ARA-DUPP-00839

Garance n°2018-004528

**DÉCISION du 28 juin 2018**  
**après examen au cas par cas**  
**en application des articles R104-28 et suivants du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L104-1 à L104-8 et R104-1 à R104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 2 mai 2018 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2018-ARA-DUPP-00839, déposée complète par Haut-Bugey-Agglomération le 30 avril 2018, relative à la modification n°5 de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) concernant le territoire de la commune de Bellignat (Ain) ;

Vu l'avis émis par l'agence régionale de santé en date du 4 juin 2018 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires en date du 14 juin 2018 ;

**Considérant** que l'objet de la procédure de modification du document d'urbanisme concerne :

- l'ouverture à l'urbanisation d'une portion de la zone 2AU située sur le secteur dénommé « Grand Bouchet » ;
- la création, sur ce même secteur, d'une orientation d'aménagement et de programmation destinée à la création de six logements sur une emprise totale de 5 000 m<sup>2</sup> ;
- l'adaptation du règlement écrit du PLUi pour permettre la réalisation de ce projet ;
- la réduction d'une partie de l'emplacement réservé n°1 sur la commune de Bellignat ;

**Considérant** que les modifications concernent une zone située hors des périmètres de protections réglementaires environnementales et hors des zones d'inventaire appelant à la vigilance du point de vue de l'environnement ;

**Considérant**, eu égard à la proximité des routes départementales RD984 D et RD130, que les constructions projetées devront respecter la réglementation en matière d'isolation acoustique ;

**Considérant**, au regard des éléments fournis par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à ce stade, que la procédure de modification n°5 du PLUi de la communauté de communes d'Oyonnax n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale ;

## DÉCIDE :

### Article 1<sup>er</sup>

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la procédure de modification n°5 du PLUi de la communauté de communes d'Oyonnax (01), objet de la demande n° 2018-ARA-DUPP-00839, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

### Article 2

La présente décision ne dispense pas la procédure objet de la présente décision des autorisations et avis auxquels elle peut être soumise par ailleurs.

### Article 3

En application de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale  
Auvergne-Rhône-Alpes, par délégation,



Pascale HUMBERT

### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

#### Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
siège de Clermont-Ferrand  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand  
6 cours Sablon  
CS 90129  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1